



dossier

Miro donne la parole aux usagers

par Isabelle Célérier

Evaluer l'adéquation entre les besoins des consommateurs et les services offerts en Europe du Sud: tel était l'objectif du projet Miro (Methods Impact Research Outreach) mené entre 1998 et 1999 dans cinq pays méditerranéens. Une première évaluation - sans prétention statistique- de la qualité des services proposés et non une énième évaluation des besoins.

Aujourd'hui, la réduction des risques (RdR) varie de la distribution de matériels prophylactiques à l'administration de traitements de substitution, mais nombre de différences subsistent dans la sphère méditerranéenne: en Italie, en Espagne et en France, de nombreuses activités de RdR ont été implantées alors qu'au Portugal et en Grèce elles ne l'ont été que de manière partielle et sporadique. Ainsi, si de nombreux magazines et brochures sont distribués dans les trois premiers, ils sont quasi inexistants au Portugal et en Grèce. De même, si les matériels stériles et les traitements de substitution sont largement diffusés dans les trois premiers, au Portugal, seuls les traitements de substitution sont disponibles, les autres activités étant à peine développées. Autre contradiction: seuls les pays les plus avancés dans la réduction des risques (Italie, Espagne, France) incluent dans leurs stratégies la promotion d'un changement de mode de consommation (d'une très dangereuse, intraveineuse, pour une moins risquée, sniffer). Reste qu'en Grèce, le matériel d'injection stérile est disponible à bas prix dans toutes les pharmacies, ce qui est actuellement impossible en Italie...

Mené conjointement en France, Espagne, Italie, Grèce et Portugal, Miro a ainsi porté à la fois sur les matériels d'information (journaux, brochures, prospectus...), de prévention (seringues et aiguilles propres, eau distillée, préservatifs...), et les relations directes entre acteurs et usagers de drogues.

Ses principaux objectifs étaient non seulement d'évaluer l'impact des stratégies d'information, de promouvoir l'échange et la confrontation entre les différents partenaires, mais aussi de produire un guide pratique pour l'Europe du Sud basé sur le point de vue des consommateurs.

Au total, 2551 questionnaires ont été réunis (voir encadré), sans pour autant prétendre à une quelconque signification statistique ou scientifique comme le soulignent les auteurs de l'enquête.

Les matériels informatifs et prophylactiques semblent généralement bien diffusés dans les 5 pays de l'enquête. 64% des personnes interrogées ont ainsi reçu des informations écrites, mais une large part (35,7%) déclare ne pas en avoir eu. Parmi ceux qui déclarent n'avoir reçu aucun matériel, on compte 32,1% de femmes contre 23,8% d'hommes. Dans la plupart des cas, il s'agit de brochures et ceux qui les ont utilisées se déclarent satisfaits de leur qualité, malgré quelques critiques sur la manière de les distribuer. Sont-elles lues? En Grèce et en Espagne, 15,1% et 13,2% des usagers interviewés répondent par la négative. En général, les femmes

s'intéressent plus au contenu. Ces informations sont compréhensibles et attractives pour la plupart des répondants, mais quand on les interroge sur l'utilité de ces documents en matière de prévention -notamment du VIH-, 21,6% les trouvent "peu" ou "pas utiles du tout".

Le pourcentage des personnes recevant des seringues propres se "limite", quant à lui, à 64,8%. 24,7% des interviewés utilisent de temps en temps le matériel prophylactique, 5,2% jamais. En effet, pour un fort pourcentage (36,6%) des personnes interrogées, le matériel distribué ne répond pas aux besoins, peut être parce que le nombre de seringues par personne est limité, comme l'eau distillée, les tampons alcoolisés et l'acide ascorbique.

Interrogés sur leurs préférences en ce qui concerne les modalités de distribution -"simple" ou avec contacts et explications- 42,2% de ceux qui bénéficient de la première préféreraient, par ailleurs, une méthode avec explications (et 10,2% avec des conseils) et 60,2% de ceux qui reçoivent le matériel avec explications souhaiteraient garder ce mode de distribution.

Des premières données qui peuvent paraître satisfaisantes (les gens reçoivent le matériel, l'utilisent et se sentent généralement plus protégés), mais d'autres assombrissent le tableau en ce qui concerne la prévention et la RdR. En effet, les chiffres montrent encore une forte incidence des comportements à risque chez les consommateurs. Ainsi, au cours des 6 derniers mois, 21,8% déclarent avoir partagé leur seringue "parfois" (59,4% jamais); 32,7% ont souvent utilisé de l'eau non distillée (28,4% parfois et 28% jamais); 12,6% ont souvent prêté leur matériel (29,4% parfois et 46,6% jamais); 10,4% ont souvent utilisé un matériel usagé (25,8% parfois, 52,5% jamais); 45,4% shootent souvent sans désinfecter la peau (22,6% parfois, 20,8% jamais); et 13,2% ont souvent eu des relations sexuelles non protégées (30,3% parfois et 45,2% jamais). Enfin, 20,2% des interviewés se sentent dans une situation personnelle "moyenne" (seuls 6% la trouvent "bonne"), 26,5% se trouvent en bonne santé (23% la trouve "moyenne" et 3,4% pas satisfaisante) et 54,1% se déclarent assez informés sur les risques liés à l'injection de drogues.

Quant aux désirs exprimés par l'ensemble, ils ne correspondent pas forcément à ceux avancés dans chaque pays. Au Portugal, par exemple, seulement 37,8% des personnes interrogées affirment être favorables à la légalisation alors qu'en France (73,7%) et dans l'ensemble (59,2%) de l'enquête, les pourcentages diffèrent sensiblement. La légalisation ne semble cependant pas constituer une étape nécessaire quand les substances illégales ne sont pas trop dures à trouver. Sans vouloir "bousculer les habitudes", une part importante des usagers aimerait cependant avoir la possibilité de consommer de manière moins risquée et sans que leur comportement soit criminalisé. Parmi les autres "desiderata" des usagers, 38% des femmes et 41,3% des moins de 24 ans avancent la promotion de l'usage des préservatifs, et un pourcentage plus important encore de femmes désirerait que soient développées les informations sur la RdR. Les usagers aimeraient également se voir offrir une palette plus large de traitements de substitution et cette demande s'accroît avec l'âge.

Première enquête du genre, Miro était ainsi destinée à récolter des données sur la satisfaction des consommateurs et à donner la parole aux personnes directement concernées par ces interventions. C'est seulement grâce à la prise en compte de leur expérience qu'il sera possible de renforcer les activités de prévention, de rendre plus efficace matériels informatifs et prophylactiques, et de mesurer la cohérence entre les objectifs des décideurs politiques et des acteurs de prévention, et les besoins "réels" des consommateurs. En attendant, l'Europe du Sud semble encore loin de l'intégration de la RdR dans un système beaucoup plus large de services aux usagers de drogues comme en Europe du Nord.

Isabelle Célérier

Methodologie et résultats

- Répartition par âge: 24,5% des interviewés ont moins de 24 ans, un pourcentage "étonnement élevé", 30,5% entre 25-29 ans; 23,3% entre 30-34 ans, 12,8% entre 35-39 ans et 8,9% plus de 39 ans.
Les femmes représentent 26% de l'ensemble, la proportion "habituelle" d'une femme pour 4 hommes généralement avancée pour les usagers de drogue étant respectée.
- Consommation: Chez les injecteurs, l'héroïne arrive en tête (69,2%) , devant la cocaïne qui monte (48%), les benzodiazépines (6,9%), les amphétamines (3,1%) puis, loin derrière le LSD, la ketamine et l'ecstasy (moins de 1%).
- L'analyse factorielle fait, par ailleurs, ressortir deux modes de consommation: les "nouveaux modes" caractérisés par le recours à différentes drogues, des usagers jeunes (moins de 24 ans) et des comportements à hauts risques dans leur consommation.
Le second, "mode traditionnel", rappelle un profil plus "classique" de consommateurs, et se caractérise par une consommation d'héroïne, un faible degré d'instruction, une faible conscience des risques de transmission du VIH liés aux injections et même une sorte d'hostilité à l'égard des activités de prévention. Ce qui se traduit par des hauts niveaux de comportements à risque dans les nouveaux modes de consommation en Italie, et dans les modes de consommation traditionnels au Portugal, tandis qu'en Grèce les risques semblent élevés dans les deux modes. En France, à l'inverse, les usagers semblent les mieux protégés.

France

Seul groupe d'auto-support d'usagers de drogues impliqué dans l'enquête (les autres étant des structures de lutte contre le sida), Asud a pu analyser 746 questionnaires, ce qui place la France au premier rang du nombre de questionnaires recueillis par pays. Mais comme le souligne l'association *"globalement l'ensemble des résultats montre une surprenante bienveillance des usagers à l'égard des services dont ils bénéficient, un niveau d'information considéré comme suffisant et un jugement positif sur la qualité du matériel distribué"*.

Ainsi, le fait que les questionnaires aient été collectés par une association d'usagers connue pour son combat pour la dépénalisation n'est pas sans influence sur la qualité des opinions exprimées. Et comme le précise Asud, *"nous ne pouvons appréhender les réponses exprimées dans cette enquête comme celles de l'usager de drogues "moyen", si tant est qu'il en existe un."*

54,5% des personnes interrogées ont entre 30 et 45 ans, pour la plupart infectés par le VIH et le VHC. 69% sont des hommes, sans doute parce que les femmes, de peur d'être étiquetées "junkie", préfèrent se tenir à l'écart de ce genre de programme. Près de 40% sont des injecteurs d'héroïne ou de cocaïne (contre respectivement 65% et 48% sur l'ensemble des 5 pays).

69% des répondants sont chômeurs ou travailleurs à temps partiel;

83,8% ont répondu au questionnaire dans une association de lutte contre le sida ou grâce au travail de rue;

79% ont utilisé du matériel de RdR dans les 6 derniers mois et 88% sont satisfaits de la manière dont ils l'ont reçu.

75% déclarent utiliser des seringues neuves

59% demandent une amélioration des traitements de substitution comme mesure prioritaire pour lutter contre le sida;

73% considèrent que la première mesure à prendre pour améliorer la réduction des risques en

France consiste à changer de cadre légal.